



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services Canada

See herein for bid submission

instructions

Voir la présente pour les  
instructions sur la présentation  
d'une soumission

NA

Manitoba

NA

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless  
otherwise indicated, all other terms and conditions of  
the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf  
indication contraire, les modalités de l'offre demeurent  
les mêmes.

## Comments - Commentaires

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada  
Northern Contaminated Site Program  
Canada Place/Place du Canada  
10th Floor/10e étage  
9700 Jasper Ave/9700 ave Jasper  
Edmonton  
Alberta  
T5J 4C3

<b>Title - Sujet</b> Multidisciplinary Environmental Ser Services environnementaux multidisciplinaires	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EW699-220414/B	<b>Date</b> 2022-02-17
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> PWGSC EW699-220414	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>File No. - N° de dossier</b> NCS-1-44066 (013)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$NCS-013-12213	
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> <b>Date de la demande de l'offre à commandes originale</b> 2022-01-24	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Central Daylight Saving Time CDT <b>on - le 2022-04-19</b> Heure Avancée du Centre HAC	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Wiebe, Amanda	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> ncs013
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (204) 335-3523 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418) 566-6167
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

**Cette modification 004 vise à**

**1. Modifier l'appel d'offres EW699-220414/B comme suit :**

**Report de la date de clôture de la demande de soumissions :**  
**DATE DE CLÔTURE RÉVISÉE : 14 h HAC le 19 avril 2022**

**Reportez-vous à la section IG 1**

**SUPPRIMER :**

« Cote de prix » :

La cote attribuée à l'offre de prix d'une offre dans la procédure de sélection et servant ensuite à établir la note de prix pour en tenir compte dans le pourcentage de la note totale à attribuer après l'évaluation et la cotation des offres présentées.

**INSÉRER :**

« Cote de prix » :

La cote attribuée à l'offre de prix d'une offre dans la procédure de sélection et servant ensuite à établir la note de prix pour en tenir compte dans le pourcentage de la note totale à attribuer après l'évaluation et la cotation des offres **techniques et autochtones/inuit** présentés.

**Reportez-vous à la section IG 9.1.5 (2018-03-13) Phase III: Évaluation finale de la soumission**

**SUPPRIMER :**

a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.

**INSÉRER :**

a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique, **autochtones/inuits** et financière.

**Reportez-vous à la section PO 5 Procédures Applicables Aux Commandes Subséquentes 6 c)**  
**Catégorie de personnel:**

**INSÉRER :**

On s'attend à ce que le professionnel principal ou intermédiaire soit désigné pour chaque commande subséquente.

**Reportez-vous à la section EPEO 3.1.2 Permis, attestation ou autorisation**

**SUPPRIMER :**

Vous devez indiquer votre numéro d'agrément à l'heure actuelle ou comment vous avez l'intention de répondre aux exigences provinciales en la matière.

**INSÉRER :**

Vous devez indiquer votre numéro d'agrément à l'heure actuelle ou comment vous avez l'intention de répondre aux exigences provinciales **ou territoriales** en la matière.

**Reportez-vous à la section EPEO 3.2 Exigences Cotées:**

**SUPPRIMER :**

Éloigné : l'expérience dans des régions éloignées constitue une expérience acquise dans le cadre de projets où le lieu de travail est isolé des services essentiels (médecin, communication,

alimentation, hébergement et carburant) et où l'environnement est difficile (terrain, animaux, et conditions météorologiques).

**INSÉRER :**

Éloigné : l'expérience dans des régions éloignées constitue une expérience acquise dans le cadre de projets où le lieu de travail est isolé des services essentiels (médecin, communication, alimentation, hébergement et carburant) et où l'environnement est difficile (terrain, animaux, et conditions météorologiques). **Cela comprend les collectivités ou les sites accessibles uniquement par avion, les sites à accès limité où il faut installer un camp, ou les sites et les collectivités au nord du 60° parallèle, à l'exception de Yellowknife, Whitehorse et Iqaluit.**

**SUPPRIMER :**

**Exigences relatives à la description détaillée du projet**

Les descriptions de projets doivent porter sur des travaux réalisés au cours des sept (7) dernières années par l'entreprise ou le sous-traitant.

**INSÉRER :**

**Exigences relatives à la description détaillée du projet**

Les descriptions de projet doivent viser des **projets sur lesquels l'entreprise ou le sous-traitant\*\*\* a travaillé activement** au cours des sept (7) dernières années.

**Reportez-vous à la section Exigences relatives au CV des ressources**

**INSÉRER :**

**Les descriptions de projet doivent viser des projets sur lesquels on a travaillé activement au cours des sept (7) dernières années.**

**SUPPRIMER :**

2. Référence du client du projet : comprenant le nom, le titre et les coordonnées (adresse courriel ou numéro de téléphone) de la personne-ressource du client au niveau opérationnel.

**INSÉRER :**

2. Client du projet : Indiquez le nom du client (p. ex., entreprise ou organisme gouvernemental). Sur demande, les offrants doivent être prêts à fournir les coordonnées des clients.

**Reportez-vous à la section Partie E: Critères pour les avantages offerts aux Autochtones ou aux Inuit**

**SUPPRIMER :**

Pour qu'un plan se voie attribuer des points pour les représentations faites à l'égard de tout critère relatif aux avantages offerts aux Autochtones ou aux Inuit, l'offrant doit fournir des preuves avec son plan pour démontrer comment il répondra à l'objectif de chaque critère. Le plan des avantages offerts aux Autochtones ou aux Inuit proposé sous 3.0 sera applicable à l'ensemble de l'offre à commandes. Les détenteurs d'offres à commandes retenues devront expliquer comment ils appliqueront leur plan global des avantages offerts aux Autochtones ou aux Inuit à chaque commande subséquente particulière, le cas échéant, avant l'autorisation d'une commande subséquente, conformément à l'annexe C.

Comme preuve de leurs efforts ou plans, les offrants doivent inclure les noms des personnes ou entreprises contactées et la nature des activités au moment de la soumission, le cas échéant. Les offrants doivent veiller à ce que la documentation qu'ils fournissent relativement au plan des avantages offerts aux Autochtones ou aux Inuit soit suffisamment probante et suffisamment claire pour permettre d'évaluer la conformité de leur plan aux critères énoncés dans les présentes. Il incombe aux offrants de fournir suffisamment de renseignements dans leur plan pour permettre au Comité d'évaluation de faire son évaluation. Les offrants doivent inclure toute la documentation de référence à prendre en considération et les documents non compris dans la proposition ne seront pas pris en considération. Les

liens Internet vers des sites Web ne seront pas pris en considération. Aucune connaissance ou expérience préalable ne sera prise en considération.

**INSÉRER :**

Pour qu'un plan se voie attribuer des points pour les observations faites à l'égard des critères s'appliquant aux avantages pour les Inuits, l'offrant doit démontrer pleinement comment il atteindra l'objectif de chaque critère. Dans cette section, les offrants doivent expliquer comment ils appliqueront leur PAI à chaque commande subséquente. Il incombe aux offrants de fournir suffisamment de renseignements dans leur plan pour permettre au Comité d'évaluation de terminer son évaluation et d'évaluer la viabilité d'un plan. Ces renseignements peuvent comprendre, sans s'y limiter, les pratiques, les procédures ou les ressources déjà en place ou la façon dont elles seront élaborées, ainsi que les étapes qu'un expert-conseil suivra une fois qu'une demande de proposition de commande subséquente aura été reçue (c.-à-d. avec qui ils communiqueront ou comment ils s'y prendront pour déterminer avec qui communiquer au sein de la collectivité). Les offrants doivent inclure toute la documentation de référence à prendre en considération; les documents non inclus dans l'offre ne seront pas pris en considération. Des liens vers des sites Web ne seront pas pris en considération. Aucune connaissance ni expérience préalable du Comité d'évaluation ne sera prise en considération.

Les PAI proposés aux termes de l'article 3.0 s'appliqueront à l'offre à commandes générale. Sur demande, les titulaires d'une offre à commandes retenus devront remplir l'annexe C avant d'autoriser une commande subséquente.

**Reportez-vous à la section EPEO 4**

**SUPPRIMER :**

Toutes les offres de prix correspondant aux offres jugées recevables du fait qu'elles auront obtenu les notes de passage indiquées seront prises en compte à la fin de l'évaluation technique.

**INSÉRER :**

Toutes les offres de prix correspondant aux offres jugées recevables du fait qu'elles auront obtenu les notes de passage indiquées seront prises en compte à la fin de l'évaluation technique **du Plan autochtone/inuit.**

**Reportez-vous à la section EPEO 5**

**SUPPRIMER :**

On classera les offres selon un ordre décroissant d'après la note totale (soit la note technique majorée de la note de prix).

**INSÉRER :**

On classera les offres selon un ordre décroissant d'après la note totale (soit la note technique, **plan autochtone/inuit**, majorée de la note de prix).

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.**

## 2. Répondre aux questions de l'industrie :

	Question	Réponse
1	Veuillez indiquer s'il y a des exigences en ce qui concerne les certifications, les titres de compétence, les désignations et les études pour les professionnels principaux et intermédiaires proposés.	Il faut démontrer que les professionnels principaux et intermédiaires possèdent la formation, l'expérience et les titres professionnels appropriés pour mener à bien des projets dans les catégories de projet applicables. Les professionnels principaux doivent posséder 10 ans d'expérience pertinente, et les professionnels intermédiaires, 5 ans d'expérience pertinente.
2	EPEO 3.1.2 La DP précise que les offrants doivent être autorisés ou admissibles à exercer leur profession aux endroits énumérés dans le volet pour lequel ils offrent des services. Veuillez indiquer le type de licences requises – par exemple, devons-nous obtenir un permis de pratique d'Engineers Yukon et du NAPEG pour les demandes du volet 2? Dans l'affirmative, devons-nous fournir des copies de nos licences avec notre soumission en annexe?	Les offrants doivent fournir des documents qui confirment que l'entreprise est autorisée à fournir des services d'ingénierie dans la province ou le territoire dans le cadre des volets applicables. De plus, il faut fournir une liste des personnes de l'entreprise qui sont disponibles pour travailler à des projets, et qui sont autorisées par la province ou le territoire à fournir des services d'ingénierie et d'autres services professionnels.
3	En ce qui concerne les travaux pour les volets 2 et 3 – Dans le Nord, nous devons souvent fournir un dépôt pour réserver des sous-traitants qui effectueront les travaux, et nous payons de notre poche pour ce montant jusqu'à ce que nous soyons payés par SPAC. Envisageriez-vous d'autoriser une majoration sur les débours ou les déplacements?	Non.
4	L'estimation des coûts (pour les volets 2 et 3) fait partie de la section Conception, spécifications et estimations des coûts (6.1.2) de l'énoncé des travaux, mais elle fait aussi partie du point 4.3 de l'évaluation technique. Pouvez-vous confirmer que les ressources pour l'estimation des coûts ne doivent pas nécessairement être en coentreprise ou à l'interne?	C'est exact, le rôle d'estimation des coûts n'a pas à être à l'interne.
5	Pour les volets 2 et 3, une discipline de travail d'estimation des coûts est requise. Toutefois, il n'y a pas de description ni d'aperçu de cette discipline (sauf de ce qui peut être interprété à partir du paragraphe 6.1.2.[4]). Le Canada pourrait-il fournir un aperçu plus étoffé pour cette discipline particulière (semblable aux autres grandes lignes pour les autres disciplines de	Le Canada n'a pas d'autres renseignements à ajouter concernant les services d'estimation des coûts. Un aperçu de ce qui est demandé pour les services d'estimation des coûts est fourni à la section 6.1.2.4 ainsi qu'aux sections 6.1.2.5 et 6.1.2.6.

	travail) qui définit plus clairement ce qui est attendu et requis afin d'obtenir tous les points?	
6	En ce qui concerne le délai de sept ans de l'expérience en matière de projets, pouvez-vous confirmer s'il s'applique au début du projet, à la date d'achèvement ou aux deux? Comme nous venons de commencer l'année 2022, le délai de sept ans comprend-il les projets de 2015 et suivants, ou les projets de 2014 seraient-ils également valides?	<p>Le projet doit avoir eu lieu au cours des sept dernières années.</p> <p>Voir les modifications apportées à la demande de soumissions ci-dessus.</p>
7	Certaines références dans la DOC indiquent trois soumissions distinctes par volet (technique, PAI et financier); toutefois, il y a également une référence à la présentation de soumissions technique et financière seulement. Pouvez-vous confirmer si le PAI doit être présenté en tant que soumission autonome ou comme composante de la soumission technique (c.-à-d. en tant que partie C)?	<p>Le PAI doit être présenté sous forme de section autonome.</p> <p>Voir les modifications apportées à la demande de soumissions.</p>
8	La soumission par Connexion postal est un nouveau processus par rapport aux soumissions sur papier ou en format PDF utilisées auparavant ou par rapport au processus de téléchargement des soumissions par MERX, qui existe depuis un certain temps. La demande d'offre à commandes indique que l'offrant sera informé de la réception de la soumission par Connexion postal. Toutefois, en cas de problème avec un des fichiers, il est également indiqué que la responsabilité incombe à l'offrant. Comme il s'agit d'un nouveau processus de soumission des documents, il serait utile d'avoir une quelconque confirmation que les fichiers ont bien été reçus, qu'ils peuvent être téléchargés et qu'ils sont lisibles. On pourrait également inclure une soumission papier ou en format PDF en plus des documents soumis par Connexion postal.	Les options de soumission, hormis Connexion postal, ne sont pas envisagées pour l'instant.
9	EPEO 2.4 : Selon la demande de propositions, les marges minimales doivent faire 12 mm à gauche, à droite, en haut et en bas. Peut-on insérer un pied de page indiquant le numéro de page et le nom de l'appel d'offres dans la marge de 12 mm?	Oui, c'est acceptable.
10	EPEO 3.1.3 : Joignons-nous à notre offre technique notre réponse à propos des dispositions relatives à l'intégrité? Si oui, fait-elle partie du maximum de 180 pages?	Les dispositions relatives à l'intégrité peuvent être incluses dans votre offre technique, mais ne font pas partie du total de 180 pages précisé à l'EPEO 2.5.
11	Dans l'IG 10 de l'EPEO 6, les offrants sont priés de joindre au formulaire d'offre de prix de chaque	Les volets technique et financier de l'offre ainsi que les plans des avantages pour les

	volet un document électronique et un document électronique distinct. Dans l'IG 10, les offrants sont priés de soumettre des sections distinctes pour les composantes techniques, les régimes d'avantages pour les Autochtones et les Inuits, et les prix. Veuillez préciser si le document électronique précisé à l'EPEO 6 comprend à la fois l'offre technique et le plan d'avantages pour les Autochtones et les Inuits, ou si nous devons soumettre des documents électroniques distincts pour ces deux éléments, ce qui donne un total de trois fichiers électroniques distincts pour chaque volet.	Inuits et les Autochtones doivent être présentés dans des sections distinctes.  Voir les modifications apportées à la demande de soumissions.
12	EPEO 6 : Devons-nous soumettre des messages de Connexion postal distincts pour chaque volet?	Non. Il n'est pas nécessaire d'envoyer des messages de Connexion postal distincts pour chaque volet.
13	À la page 95, le nombre maximal de pages fixé pour le total combiné des descriptions de projet est de 30 pages pour le volet 1 et de 32 pages pour le volet 2. Veuillez préciser si nous devons répartir ces renseignements de manière égale entre les 15 (volet 1) ou les 16 (volet 2) catégories de projet (c.-à-d. deux pages maximum par catégorie de projet), ou si nous pouvons par exemple consacrer une page à une catégorie de projet et trois pages à une autre, pourvu que le total ne dépasse pas la limite indiquée. Par exemple, dans la catégorie Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral, le maximum de points possibles pour le point 2.1, Gestion environnementale et conformité, est de 10, et celui du point 2.2, Vérification des relevés de substances désignées ou de matières dangereuses, et assainissement, est de 30. Par conséquent, devrions-nous consacrer à l'article 2.2 trois fois plus d'espace qu'à l'article 2.1, ou TPSGC évalue-t-il les projets en fonction de la pertinence (qualité) plutôt que la quantité?	Il appartient à l'offrant de déterminer comment présenter les renseignements dans ses propositions. Aucune limite de pages n'est fixée pour chacun des exemples, mais il faut respecter la limite de 30 ou de 32 pages, selon le cas.
14	Dans la modification n° 002, TPSGC précise que les projets n'ont pas à être situés dans le même cours d'eau que celui visé par la demande de l'offrant. Les projets peuvent-ils être situés dans d'autres régions du Canada que celles des trois volets? Par exemple, les projets en Colombie-	Oui.

	Britannique seraient-ils pris en considération pour le volet 2 s'ils démontrent une expérience pertinente pour une catégorie de projet donnée et s'il est prouvé qu'ils respectent les règlements fédéraux applicables?	
15	L'appel d'offres exige que les critères relatifs aux avantages pour les Autochtones proposés soient étayés par des preuves des efforts déployés par l'offrant. Ceux-ci sont interprétés comme étant très précis dans le cadre de ce contrat en ce qui a trait aux noms des personnes et des sociétés engagées, des mesures prises ou des accords conclus. Comme la portée n'est pas définie et vu le large éventail d'emplacements pour les projets potentiels visé par un contrat dans le cadre de l'offre à commandes, combinés à la multitude de communautés et d'entreprises autochtones et inuites potentielles dans ces régions, on estime qu'à ce stade ce degré de spécificité interprété n'est pas raisonnable. TPSGC peut-il expliquer ses attentes quant aux preuves des efforts déployés, requises dans le plan des avantages pour les Inuits soumis dans le cadre de la proposition?	<p>À ce stade, les offrants doivent répondre à la partie E, Critères pour les avantages offerts aux Autochtones ou aux Inuits. Il s'agit d'un plan visant à maximiser la participation des Autochtones et des Inuits. Ces plans doivent être étayés de preuves pour que le Canada puisse évaluer leur viabilité. Cet aspect sera différent pour chaque offrant et comprendra généralement les consultations qu'a menées l'offrant pour élaborer son plan ou maximiser les ressources internes déjà en place. Le Canada comprend que les offrants ne sont pas en mesure d'assurer des engagements fermes pour ce qui est de la participation des Autochtones ou des Inuits et que ce sera fait au moment de la commande subséquente grâce aux formulaires inclus à l'annexe C, laquelle est fournie à cette étape à titre indicatif seulement.</p> <p>Voir les modifications apportées à la demande de soumissions.</p>
16	Les offrants doivent-ils inclure la liste de vérification dans leur offre technique et, dans l'affirmative, fait-elle partie du nombre maximum de 180 pages?	Les offres peuvent inclure la liste de vérification, mais elle n'est pas obligatoire et ne sera pas comptabilisée dans la limite de 180 pages.
17	En ce qui concerne les exigences relatives à la description détaillée des projets, beaucoup de nos clients sont des entreprises Fortune 500 qui, pour cette raison, ne souhaitent pas être identifiées comme notre client. Dans ces circonstances, si nous utilisons des exemples de projets qui concernent ces clients, mais indiquons que le client et ses coordonnées sont « confidentiels » (et ne donnons pas les noms demandés dans la proposition), les exemples seront-ils écartés de quelque manière que ce soit au cours de votre évaluation de notre proposition?	<p>Oui, vous pouvez indiquer que des clients sont « confidentiels ». Cependant, si le Canada détermine qu'une vérification des références est nécessaire aux fins de l'évaluation et qu'aucune coordonnée n'est indiquée, cela pourrait influencer la notation. Toutefois, les offrants peuvent indiquer que les coordonnées seront fournies sur demande.</p> <p>Extrait de la demande d'offre à commandes :</p> <p><i>La vérification des références se fera à la seule discrétion du Canada, afin d'aider à l'évaluation du rendement en regard des</i></p>



		<i>projets antérieurs, en ce qui a trait aux budgets, aux échéanciers et à la qualité du travail. Les renseignements obtenus dans le cadre de ces échanges serviront à déterminer si le projet donné comme référence correspond aux critères de l'évaluation technique. La vérification des références du client aboutira soit à la confirmation que les renseignements de la description détaillée du projet sont exacts, soit à la détermination par le gouvernement du Canada que la description détaillée du projet ne répond pas aux exigences.</i>
18	En ce qui concerne les exigences sur la description détaillée du projet, nous comprenons qu'il faut décrire les méthodes de gestion de projet appliquées et les éléments relatifs à la santé et à la sécurité. Cependant, ces aspects seront décrits en détail dans la Partie B de notre réponse. Devons-nous les répéter dans les exemples de projets (surtout si l'on considère la limite de 30 à 32 pages)?	Oui, les exemples de projets doivent comporter l'information sur les méthodes de gestion de projet appliquées et les aspects relatifs à la santé et à la sécurité propres au projet.
19	Le TABLEAU 1 : « Points maximums de l'évaluation technique et notes minimales de réussite technique pour les descriptions détaillées des projets et les CV des ressources » indique le nombre de points disponibles pour la première partie pour i) la description détaillée du projet (32 pages maximum) et ii) les CV des ressources (96 pages maximum). Les critères d'évaluation du TABLEAU 2 : « Évaluation de la gestion et de l'entreprise – Total des points attribuables et critères » pour la partie B ne sont pas clairs pour nous. Ils semblent laisser entendre que la Partie B devrait compter 52 pages et représentera 10 % du total des points techniques. Il semble qu'il n'y ait pas d'endroit approprié où montrer que nous comprenons la portée des services ou des catégories de projets, que ce soit dans la partie A ou dans la partie B.	La page 90 de la demande d'offre à commandes précise ce qui suit : « <i>Le nombre maximum de pages, incluant le texte et les tableaux, pour les Exigences de cotation sous la rubrique EPEO 3.2 est de 180 pages par offre</i> ». Les entreprises ne sont pas tenues de soumettre un document de 180 pages; il s'agit seulement du nombre maximum de pages qui sera accepté. Les offrants sont invités à utiliser la colonne intitulée « Renvoi à la proposition » dans le Tableau 1 de la Partie A – Évaluation technique et dans le Tableau 2 de la Partie B – Évaluation de la gestion et de l'entreprise dans leurs propositions pour indiquer à quel endroit de la proposition les évaluateurs doivent chercher les éléments à évaluer.
20	Nous demandons à l'État de réexaminer l'obligation de fournir deux références de clients dans les CV des ressources. Bien souvent, les clients ne connaissent pas les ressources individuelles de l'équipe de projet, outre le fait d'en voir le nom sur les factures. Ils ne sont donc généralement pas en mesure de commenter le rendement des ressources individuelles. De plus, nous sommes actuellement tenus de fournir	Voir les modifications apportées à la demande de soumissions ci-dessus.

	64 références de clients dans les CV des ressources, en plus des références de clients dans les descriptions détaillées de projets.	
21	Qu'entendez-vous précisément par « expérience dans des régions éloignées »? En particulier, quel degré de prestation de services médicaux ou de communication est considéré comme un « service essentiel »? Par exemple, un site minier actif doté d'une station médicale, d'un téléphone satellite et d'une communication Wi-Fi pourrait-il être considéré comme éloigné selon la définition de la modification 002? Ou bien une petite communauté nordique, accessible uniquement par avion, dotée d'un poste de soins infirmiers, pourrait-elle être considérée comme un service médical essentiel? Est-ce qu'Iqaluit ou Inuvik, qui ont tous deux des hôpitaux, mais où toute blessure grave nécessiterait tout de même un vol d'évacuation médicale d'urgence vers un hôpital du sud de la province, pourraient être considérés comme ayant un service médical essentiel? Il existe une grande ambiguïté dans ce qui pourrait être considéré comme des services essentiels en ce qui concerne les services médicaux et de communication.	Voir les modifications apportées à la demande de soumissions ci-dessus.
22	Page 88 – La DOC précise le nombre d'années d'expérience récente et pertinente requise pour chaque poste. Veuillez confirmer que le nombre d'années d'expérience peut être démontré en dressant une liste des antécédents professionnels.	Oui, c'est exact. Les exemples de projets détaillés fournis permettent de démontrer l'expérience acquise.
23	Page 89 – Y a-t-il une période particulière pour les deux expériences de projet requises pour le professionnel de haut niveau et le professionnel intermédiaire?	Le projet doit avoir été réalisé au cours des sept dernières années.  Voir les modifications apportées à la demande de soumissions ci-dessus.
24	Compte tenu de la réponse détaillée requise pour chaque volet de cette demande de propositions (plus de 180 pages par volet), du fait qu'il n'est pas permis de simplement recopier l'information si l'on décide de soumissionner pour plusieurs volets et de la forte pression liée à la production des rapports de fin d'exercice pour les OC existantes, le Canada envisagerait-il d'accorder une prolongation de trois semaines?	La DOC a été prolongée jusqu'au 19 avril 2022.

25	Pourquoi a-t-on apporté une modification afin d'éliminer les marges sur les remboursements?	Par souci d'uniformité à l'échelle du pays. Chaque entreprise avait des marges différentes, ce qui était plus difficile à gérer. En demandant des taux horaires tout compris, le Canada est en mesure d'évaluer les propositions financières de manière plus équitable.
26	Le territoire du Yukon a toujours fait partie de la région du Pacifique de SPAC. Quelle sera la différence? Cela concernera-t-il les clients? Ou bien les projets connaîtront-ils une nouvelle division entre la région du Pacifique et la région de l'Ouest?	Cela concerne spécifiquement notre travail avec Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC), car dans certains cas, il y a un léger chevauchement. En général, le territoire du Yukon fait partie de la région du Pacifique et non de la région de l'Ouest. Or, il y a certains cas où il est logique pour nous d'être en mesure de fournir ces services à RCAANC. C'est rare, mais nous devons tout de même avoir cette marge de manœuvre.
27	TPSGC peut-il indiquer le nombre de pages de la partie B, Évaluation de la gestion et de l'entreprise?	Il n'y a pas de limite de pages spécifique pour cette partie. Elle s'inscrira dans la limite globale de 180 pages.
28	Les ressources employées par une société en commandite sont-elles considérées comme internes?	Aux fins de la présente DOC, les termes « coentreprise » et « société en commandite » sont utilisés de manière interchangeable. Donc, oui, les ressources employées par une coentreprise ou une société en commandite sont considérées comme internes.

3. Distribuer la présentation faite lors de la conférence des offrants le 10 février.

# CONFÉRENCE DES OFFRANTS

EW699-220414/B Services environnementaux multidisciplinaires  
10 février 2022



Public Services and  
Procurement Canada

Services publics et  
Approvisionnement Canada

Canada

## Au programme

- Représentants de la région de l'Ouest de SPAC
- Entreprises inscrites / appel nominal
- Disciplines et exigences techniques
- Exigences relatives aux demandes de soumissions
- Questions et réponses

Veuillez soumettre vos questions par écrit dans la fenêtre de clavardage de Microsoft Teams.



## Représentants de la région de l'Ouest de SPAC

- Amanda Wiebe– Spécialiste de l'approvisionnement et responsable des offres à commandes

[amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

- Comme je suis la responsable des offres à commandes, toute communication concernant cet approvisionnement doit m'être envoyée.

3

Je m'appelle Amanda Wiebe, je suis un spécialiste de l'approvisionnement à la Direction générale des approvisionnements de SPAC dans la région de l'Ouest. Toute communication concernant cet approvisionnement doit m'être envoyée en tant que responsable des offres à commandes.

Les personnes suivantes participent également à la séance d'information d'aujourd'hui :

- Mario Giguere, chef d'équipe de l'approvisionnement à la Direction générale des approvisionnements;
- Matthew Irvine, qui est aussi gestionnaire de notre équipe des Services environnementaux à Winnipeg;
- Kristina Farmer, qui la gestionnaire régionale de notre équipe des Services environnementaux.

## Entreprises inscrites / appel nominal

Advisian	Hemmera	SLR Consulting (Canada) Ltd.
AECOM	Kavik-Stantec	SNC-Lavalin
Arcadis	KEL Environmental	Solstice Environmental Management
Associated Environmental	KGS Group	Stantec
BluMetric Environmental	Nunatta Environmental	Tetra Tech
Dillon Consulting Ltd.	Outcome Consultants Inc.	TREK Geotechnical Inc.
EGE Engineering Ltd.	Parsons	Wood PLC
GHD	Scout Environmental Management	WSP Golder

# Exigences techniques

- Matt Irvine  
gestionnaire de équipe des Services  
environnementaux à Winnipeg





## Qui nous sommes

- Les Services environnementaux de la région de l'Ouest regroupent environ 20 gestionnaires de projet et du personnel de soutien.
- Notre région couvre les Prairies, les T.N.-O. et le Nunavut, ce comprend un certain travail de soutien au Yukon
- Nous exerçons nos activités à partir de bureaux situés à Yellowknife, Edmonton, Calgary et Winnipeg, mais surtout à l'extérieur pour le moment.
- Giselle Cotta gère un groupe dédié à RCAANC qui travaille sur les grands projets nordiques.
- Matt Irvine et moi gérons les deux autres groupes en séparant le travail par ministère client avec une certaine fluidité.

## Qui nous sommes (2)

- ◆ Nous exerçons nos activités indépendamment des autres régions (Pacifique, Ontario, Québec, RCN et Atlantique) et nous élaborons nos propres outils de passation de marchés.
- ◆ Nos outils ne peuvent être utilisés que dans la région de l'Ouest.
- ◆ Dans la mesure du possible, nos outils sont semblables partout au Canada, mais il existe certaines différences régionales.

## Pour qui nous travaillons

### ◆ Nos plus gros clients ces dernières années sont :

- ◆ Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada;
- ◆ Environnement et Changement climatique Canada;
- ◆ Ministère de la Défense nationale;
- ◆ Transports Canada;
- ◆ Ministère des Pêches et des Océans;
- ◆ GRC;
- ◆ Services publics et Approvisionnement Canada;
- ◆ Parcs Canada.

### ◆ Les autres clients plus petits comprennent entre autres :

- ◆ l'Agence canadienne d'inspection des aliments, le Service correctionnel Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada, Ressources naturelles Canada.

## Comment nous fournissons nos services

- Bien que nous ayons environ 20 gestionnaires de projet, seule une petite quantité de travail est effectuée directement par nos gestionnaires de projets. Par conséquent, la majeure partie du travail est effectuée par des entrepreneurs privés.
- La plupart des travaux soumissionnés par l'entremise de notre groupe d'approvisionnement le sont soit au moyen d'outils de type offres à commandes soit sous forme de contrats spécifiques.
- Ce groupe d'outils vise à couvrir presque tous les services que nous prévoyons offrir dans les prochaines années.
- Exemples de projets non gérés de cette façon :
  - lorsqu'il existe un objectif très précis qui n'est pas couvert par nos outils de passation de marchés;
  - trop volumineux pour bien correspondre à la définition de l'outil;
  - Les contrats de construction ne sont habituellement pas soumissionnés par des sociétés d'experts-conseils (p. ex. assainissement)

## Ce que nous faisons

- ◆ SPAC est un fournisseur de services pour tous les ministères fédéraux
- ◆ Les Services environnementaux sont un service optionnel – les ministères clients sont libres d'effectuer des travaux eux-mêmes ou de faire directement appel à des entrepreneurs ou des consultants.
- ◆ Nos travaux pourraient théoriquement comprendre une grande variété de projets « environnementaux »
- ◆ En général, cependant, les clients se tournent vers nous chaque année avec des besoins similaires
- ◆ La majeure partie de notre travail concerne les sites contaminés
- ◆ D'autres aspects qui ne sont PAS des sites contaminés sont souvent associés à ces projets (c.-à-d. études archéologiques et biologiques, délivrance de permis réglementaires).

## Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF)

- ◆ Le PASCF est une vaste initiative fédérale visant à repérer et à traiter les sites contaminés du portefeuille du gouvernement fédéral.
- ◆ Bon nombre, sinon la plupart, des aspects environnementaux de cet outil sont harmonisés avec ce programme (p. ex. examen historique, programme d'essais, etc.)
- ◆ Les projets du PASCF et d'autres sites contaminés semblables représentent habituellement plus de 90 % de notre charge de travail.

## Quelques facteurs importants à prendre en considération

### ■ Caractère éloigné/nordique du gros de notre travail

- La prise en compte de la logistique, y compris la météo et un court été, est essentielle à la réussite du projet.
- Combiner les étapes et les tâches des travaux en moins de visites sur place afin de minimiser les déplacements

### ● Participation des Autochtones : de nombreux projets sont situés dans des territoires visés par des ERTG ou sur les terres des réserves

- Il faut tenir compte des possibilités d'embauche de main-d'œuvre locale.
- Il est souvent nécessaire de communiquer avec les communautés locales avant les travaux sur le chantier ou de demander des permis ou des licences.

## Ventilation des aspects environnementaux

● La demande de propositions définit 16 aspects environnementaux dans quatre groupes :

1. Évaluation de l'impact environnemental, octroi de permis et études connexes
2. Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral
3. Activités de conseil pour les sites contaminés
4. Planification, conception et supervision de la construction



# **1. Environmental Impact Assessment, Permitting and Related Studies**

1.1 Évaluation de l'impact environnemental

1.2 Soutien à la délivrance de permis et à la réglementation

1.3 Études et enquêtes biologiques

1.4 Évaluation archéologique

## 2. Environmental Management of Federal Facilities

2.1 Gestion environnementale et conformité

2.2 Vérification des relevés de substances désignées ou de matières dangereuses, et assainissement

2.3 Qualité de l'air

2.4 Vérification des systèmes de réservoirs de stockage, conception et supervision de site

2.5 Évaluation de la démolition et étude des déchets

## **3. Contaminated Sites Consulting Services**

3.1 Étapes I, II, III, évaluation environnementale de sites

3.2 Évaluation géotechnique

3.3 Évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine

3.4 Analyse des options en matière d'assainissement et plans d'assainissement/plans d'action pour la gestion des risques

## **4. Construction Planning, Design, Supervision**

4.1 Conception et spécifications, y compris l'aide à la conception de la présentation

4.2 Supervision du site et services d'administration du contrat

4.3 Estimation des coûts (volets 2 et 3 uniquement)

## Résumé

- ◆ On s'attend à ce que toutes les entreprises qui soumettent une proposition soient en mesure de terminer tous les travaux prévus, que ce soit par l'entremise de services internes, de coentreprises ou de sous-traitance d'une partie des travaux.



## Exigences relatives aux demandes de soumissions

- Nouveaux objectifs de la DOC
  - Améliorer les procédures de commande subséquente pour gagner
    - en valeur,
    - souplesse et
    - rendement
- Nouvelles offres à commandes avec volets géographiques
  - Alberta, Saskatchewan et Manitoba
  - Territoires du Nord-Ouest et Yukon
  - Nunavut
- Directive du Nunavut – s'inscrire au Répertoire des entreprises inuites (REI)
  - <https://www.inuitfirm.tunngavik.com>



Voici quelques points à retenir : la présente demande d'offre à commandes (DOC) est affichée sur Achats et ventes; les offrans intéressés doivent consulter Achats et ventes pour obtenir les documents les plus récents; d'autres sites comme MERX peuvent reprendre la publication originale, mais pas nécessairement toutes les modifications.

Pour ceux qui connaissent bien les anciens outils, nous les appelons officieusement nos outil du nord, outil du sud et outil bio. Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a besoin de nouvelles offres à commandes parce que les outils du nord et du sud arriveront à expiration fin

Nous avons apporté quelques changements par rapport aux outils précédents afin d'optimiser les ressources au moyen de commandes subséquentes, notamment en ce qui concerne les frais de déplacement ou les engagements au titre du Régime d'avantages pour les Autochtones et les Inuits; d'accorder aux gestionnaires de projets une certaine marge de manœuvre pour choisir l'offrant qui convient le mieux à leurs projets particuliers; et de prévenir et de corriger les problèmes liés aux procédures antérieures de rendement des fournisseurs.

---

La nouvelle DOC comprendra trois « volets » qui sépareront les projets en fonction de la situation géographique. Le premier volet englobe le travail en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. Le deuxième volet est destiné au travail dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, tandis que le troisième volet est réservé au travail au Nunavut.

Veuillez noter que les experts-conseils peuvent choisir de soumettre des offres pour un volet, deux volets, ou les trois. La DOC comprendra une méthode de sélection pour les évaluateurs qui déterminera cinq offrans retenus pour chaque volet. Cela signifie que SPAC émettra 15 offres à commandes en tout.

Par conséquent, l'inscription au REI sera un critère obligatoire pour une offre à commandes dans le volet du Nunavut. Il s'agit d'un point clé de la présentation – si votre entreprise est intéressée par le volet du Nunavut, je vous recommande fortement de vous inscrire dès maintenant au REI ou de faire appel à des entreprises inuites pour former des coentreprises qui répondront aux définitions et aux exigences d'inscription du REI. Jetez un coup d'œil aux documents et formulaires du REI à l'adresse <https://www.inuitfirm.tunngavik.com>.

---

## Exigences relatives aux demandes de soumissions (2)

◆ Volumes d'affaires et répartition en pourcentage des commandes subséquentes

Rang	Répartition en pourcentage	Valeur estimative Alb. Sask. et Man.	Valeur estimative T.N.-O. et Yn	Valeur estimative Nt
1	30%	3 825 000 \$	3 465 000 \$	2 385 000 \$
2	25%	3 187 500 \$	2 887 500 \$	1 987 500 \$
3	20%	2 550 000 \$	2 310 000 \$	1 590 000 \$
4	15%	1 912 500 \$	1 732 500 \$	1 192 500 \$
5	10%	1 275 000 \$	1 155 000 \$	795 000 \$
Total	100%	12 750 000 \$	11 550 000 \$	7 950 000 \$

20

N'oubliez pas que contrairement aux contrats, les offres à commandes en tant que telles ne garantissent pas le travail. Une offre à commandes établit simplement les conditions et le prix de son processus de commande subséquente sur une période donnée. C'est en fait la commande subséquente à l'offre à commandes qui représente un contrat garanti.

SPAC distribuera les commandes subséquentes conformément aux procédures énoncées dans la prochaine DOC, qui comprendra la répartition en pourcentage de chacune des cinq offres à commandes classées dans chaque volet. Des écarts de 5 % devraient séparer la valeur totale des commandes subséquentes à chaque offre à commandes, ce qui signifie que l'offre à commandes classée au premier rang devrait recevoir 30 % de la valeur totale des commandes subséquentes, tandis que la cinquième offre à commandes devrait recevoir 10 % des commandes subséquentes. À des fins d'illustration, ce tableau ventile la valeur cumulative des commandes subséquentes selon la répartition en pourcentage de chaque offre à commandes.

## Exigences relatives aux demandes de soumissions (3)

### ◆ Nouvelles procédures pour les commandes subséquentes

#### ◆ Catégorie 1 : < 100 000 \$

- ◆ Choisir un offrant – par sélection ou par rotation
- ◆ Soumettre les commandes subséquentes à un processus concurrentiel en fonction du niveau d'effort, du plan de travail ou des engagements du Régime d'avantages pour les Autochtones au Inuits (RAA), les frais seront fondés sur les taux de la DOC

#### ◆ Catégorie 2 : $\geq$ 100 000 \$

- ◆ Rotation
- ◆ Commande subséquente directe avec justification du « meilleur choix »
- ◆ Soumettre les commandes subséquentes à un processus concurrentiel en fonction du niveau d'effort, du plan de travail ou des engagements du RAA, les frais seront fondés sur les taux de la DOC

21

Pour les commandes subséquentes dont la valeur est estimée à moins de 100 000 \$, les gestionnaires de projet de SPAC peuvent 1) choisir l'offrant de leur choix ou 2) soumettre la commande subséquente à un processus concurrentiel en fonction d'un plan de travail, des engagements du Régime d'avantages pour les Autochtones ou du niveau d'effort en utilisant les taux unitaires préétablis précisés dans l'offre à commandes. Cette catégorie est particulière en ce qu'elle n'utilise pas une rotation pour répartir le travail; cela dit, chaque commande subséquente aura une incidence sur la répartition idéale en pourcentage qui est une mesure clé pour respecter les pourcentages prédéterminés d'offres à commandes.

Pour les commandes subséquentes d'une valeur de 100 000 \$ ou plus, SPAC a trois options : 1) émettre la commande subséquente à l'entreprise suivante dans la rotation, 2) diriger la commande subséquente vers un offrant particulier ayant la justification du « meilleur choix » ou 3) soumettre la commande subséquente à un processus concurrentiel de la même façon que pour la première catégorie. En effet, la rotation assure une répartition plus équitable et uniforme des commandes subséquentes pour des projets de plus grande envergure, tandis que la justification du « meilleur choix » ne peut être utilisée arbitrairement – elle doit expliquer comment un offrant en particulier est nécessaire pour obtenir la solution technique, réaliser des économies de coûts ou réaliser des gains d'efficacité sur le calendrier.



## Exigences relatives aux demandes de soumissions (4)

### ◆ Procédure pour le rendement des fournisseurs

- ◆ Les experts-conseils seront évalués en fonction de chaque commande subséquente.
- ◆ Une note dans l'une des catégories entraînera une mesure corrective à l'encontre de l'expert-conseil.
- ◆ Il faut rajuster les pourcentages de répartition pour éviter de multiplier les commandes subséquentes dans la rotation.
- ◆ Cette mesure pourrait entraîner une réduction allant jusqu'à 3 % de la répartition idéale de travail de l'entreprise.
- ◆ Ce travail sera réaffecté entre les autres entreprises.

22

En ce qui concerne le rendement des fournisseurs, les experts-conseils recevront périodiquement des évaluations, une à mi-projet et une à la fin; il peut y en avoir d'autres selon la durée du projet. Si des problèmes surviennent entre les évaluations, ceux-ci feront immédiatement l'objet d'une discussion avec les experts-conseils pour éviter les mauvaises surprises en fin de projet.

Si une entreprise échoue dans une catégorie de l'évaluation du gestionnaire de projets, elle aura l'occasion d'y répondre. Les Services environnementaux et les Approvisionnements feront équipe pour former un comité, dont le mandat sera de s'assurer que les notes d'échec sont justifiées et étayées par des données probantes. Si la note d'échec s'avère juste, l'entreprise peut perdre jusqu'à 3 % de sa répartition idéale en fonction de son classement. Ce travail sera redistribué entre les quatre autres entreprises. SPAC aura également la possibilité d'exclure cette entreprise de la rotation jusqu'à 6 mois après l'application de la mesure corrective pour des travaux similaires. La seule possibilité pour les entreprises de regagner cette répartition du travail serait qu'une autre entreprise reçoive une mesure corrective.

Cette procédure permettra d'atténuer le problème des entreprises qui sont suspendues, puis surchargées lorsqu'elles sont réintroduites dans la rotation, et d'éviter de bloquer les fonds dont SPAC a besoin pour d'autres projets.

## Exigences relatives aux demandes de soumissions (5)

- Traités modernes et approvisionnement autochtone
- Critères d'évaluation
- Établissement des prix
  - Taux horaires et rajustements de taux
  - Sans majoration des honoraires, des débours ou des frais de déplacement
- Sécurité
  - <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/organisation-organization/securite-security-fra.html>



Puisque les offres à commandes couvrent une vaste région géographique, notamment dans les territoires arctiques, elles s'appliquent aux traités modernes (aussi appelés ententes sur les revendications territoriales globales) qui comportent des obligations particulières liées à l'approvisionnement visant à améliorer les occasions économiques pour les groupes autochtones. La présente DOC contiendra des critères d'évaluation socio-économiques dans chaque volet exigeant une stratégie pour maximiser le recours à l'emploi local, à la sous-traitance et au perfectionnement des compétences des Autochtones.

Des engagements fermes en matière de main-d'œuvre, de sous-traitance et de formation ne seront pas requis pour la DOC, mais ils seront requis au moment de chaque commande subséquente. Chaque commande subséquente individuelle inclura un PAA adapté aux exigences applicables liées aux traités modernes et aux projets, de sorte que les PAA ne sont pas toujours les mêmes. Avant d'émettre une commande subséquente, les PAA demandent aux offrants de préciser en pourcentage leurs engagements relatifs à la main-d'œuvre et à la sous-traitance autochtones, ainsi qu'à leur formation. Plus tard dans la commande subséquente, ces engagements sont évalués en fonction de leurs pourcentages réels pendant l'exécution du travail.

Le formulaire de proposition de prix dans la DOC exigera un taux horaire pour chaque catégorie de ressources indiquée dans la DOC. Chaque taux horaire sera multiplié par le facteur de pondération prévu. Les débours et les déplacements seront payés au prix réel, sans majoration. Les rajustements de taux pour les périodes d'offre à commandes ou les années d'option seront fondés sur les taux horaires des années précédentes selon les rémunérations hebdomadaires moyennes au Canada publiées par Statistique Canada.

Je tiens à souligner que la DOC ne comportera pas d'exigence relative à la sécurité industrielle, mais nous encourageons les offrants à obtenir une habilitation de sécurité dès que possible. Ils pourront ainsi être admissibles lors des commandes subséquentes individuelles où des exigences incluent une liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS). Veuillez noter que l'obtention d'une cote de sécurité peut prendre jusqu'à 12 mois. Il est donc utile de consulter le site Web indiqué ici pour commencer le processus.

## Exigences relatives aux demandes de soumissions (6)

- ◆ Une proposition distincte doit être soumise pour chaque volet.
- ◆ Afin d'être prises en considération, les entreprises doivent soumettre une proposition technique, une proposition sur les avantages pour les Autochtones et les Inuits, et une proposition financière.
- ◆ Le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) ne s'appliquera PAS aux sections manquantes dans leur intégralité.
- ◆ Le processus de conformité des soumissions en phases (PCSP) ne s'appliquera PAS à la note de passage globale incluse dans la proposition technique.

24

Remarque : Même si la note de passage globale n'est pas atteinte, le Canada communiquera avec les soumissionnaires en ce qui concerne les éléments pour lesquels le PCSP a été appliqué. Même si les soumissionnaires fournissent des renseignements supplémentaires pour répondre aux exigences, leurs offres seront jugées non conformes.

Il s'agit d'une occasion pour les offrants d'apprendre de leurs erreurs. Ce n'est que dans le cas où les offrants ont échoué à une section, mais qu'ils ont tout de même obtenu la note de passage globale, qu'ils pourront recevoir une convention d'offre à commandes.

Il est également important de retenir que la note d'un expert-conseil ne changera pas à la suite de la soumission de nouveaux renseignements dans le cadre du PCSP. Les renseignements sont fournis et évalués uniquement pour déterminer si une entreprise peut passer à la phase suivante.

## Exigences relatives aux demandes de soumissions (7)

- ◆ Échéancier prévu de l'appel d'offres et de l'attribution
  - ◆ La date de clôture actuelle est le 8 mars 2022. Elle sera modifiée.
  - ◆ Il est prévu que le Canada aura terminé son évaluation d'ici la fin mai 2022.
  - ◆ L'attribution des offres à commandes débutera en juin 2022.

25

Il importe de noter que chaque commande subséquente fera l'objet d'une évaluation du rendement et qu'en cas de non-exécution, SPAC sera autorisé à ajuster la répartition en pourcentage des commandes subséquentes de l'offrant.

SPAC évaluera les offres au début du printemps dans le but d'attribuer les nouvelles offres à commandes en juin 2022.

# Questions

- Questions envoyées par courriel
- Questions écrites dans la fenêtre de clavardage Microsoft Teams



J'aimerais maintenant répondre à vos questions!

[Mario] commencera par lire les questions qui ont été soumises par courriel pour y répondre. Ensuite, je ferai de même avec les questions que vous avez soumises dans la fenêtre de clavardage de Microsoft Team au cours de la présentation.

# Merci.

Amanda Wiebe

431-335-3523

[Amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:Amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca)



Voilà qui met fin à notre séance d'information.

- Si votre entreprise ne peut offrir tous les services requis pour la présente DOC, envisagez de former des coentreprises ou de trouver des sous-traitants.
- Inscrivez-vous au registre des entreprises inuites si vous souhaitez vous conformer aux exigences du volet Nunavut.
- Prenez une longueur d'avance sur l'obtention de la sécurité industrielle
- N'oubliez pas de consulter la DOC sur [achatsetventes.gc.ca/appels-d-offres](http://achatsetventes.gc.ca/appels-d-offres) cet automne.

Merci!